

MARTY et TILLON seront-ils exclus ?

DEPUIS une dizaine de jours le silence est fait par la direction du P.C.F. sur l'affaire Marty-Tillon...

par FAVRE-BLEIBTREU

Ainsi, un Secrétaire du Parti, n'osait pas s'exprimer au Secrétariat ni au Bureau politique...

Le silence se fait momentanément dans l'Humain. Mais la campagne se poursuit dans les sections pour obtenir des résolutions de condamnation des accusés.

Marty et Tillon ont refusé de faire leur « autocritique ». Un dernier effort est tenté pour briser leur volonté...

Le vide est fait autour de Marty. Sa campagne a reçu l'ordre de l'abandonner.

Le vieux lutin de la Mer Noire ne se laisse pas abattre ; il a bien montré à la horde des journalistes bourgeois venus à la curée...

(Suite page 2.)

AVERTISSEMENT

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE



SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1^{er}) — Tél. : CEN. 68-96

C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie 603.201 Paris

LES ELECTIONS PARTIELLES MONTRENT QUE PARTOUT Les travailleurs veulent le front unique ouvrier pour renverser Pinay et vaincre



Le général-président n'est plus pressé de mettre fin à la guerre de Corée. Traiter ? mais c'est le marasme pour ses commanditaires de Wall Street...

APRES les arrestations de Le Léap et des dirigeants de l'U.J.R.F., la répression contre les mouvements d'émancipation des peuples d'Afrique du Nord...

Mais cette bourgeoisie, pourrissante et sénile, ne peut agir ainsi qu'en fonction de la division syndicale et politique des travailleurs...

Le gouvernement Pinay rend plus urgente, indispensable, l'unité d'action des organisations ouvrières.

Les élections partielles qui ont lieu actuellement, pourraient et devraient être utilisées par les dirigeants du Parti socialiste

et du Parti communiste, pour résoculer cette question.

Or, bien au contraire, les uns comme les autres au cours des élections partielles du Lot et du 2^e secteur du Nord ont tourné délibérément le dos à la solution de cette question clé de la période présente.

Arrivé quatrième des candidats présents dans l'élection du Lot, le candidat du Parti socialiste Ramadier se décide non au profit du candidat du P.C.F., Thiamyer ayant recueilli beaucoup plus de voix que lui...

Dans le Nord, même histoire. Provo, candidat du Parti socialiste obtient 27 % des voix ; Ramette, candidat du P.C.F. n'en obtient que 23 %.

Qu'aurait du faire le candidat du parti ouvrier le moins favorisé attaché d'abord aux intérêts de sa classe et à l'unité d'action ?

Dans le Lot il se serait décidé pour Thiamyer en faveur du langage et la politique du P.C.F. en subordonnant les intérêts de la classe ouvrière à ceux du Kremlin...

Le parti qui les permettrait de s'émanciper du régime de mière et de sang du capital. Ces militants comprennent que face à l'offensive de la bourgeoisie, la riposte

S. JUST.

(suite page 2.)

LIBEREZ LE LEAP !

DEPUIS plus d'un mois Alain Le Léap, secrétaire confédéral de la C.G.T., Duclos, Baillet, Laurent et Meunier, dirigeants de l'U.J.R.F., se morfondent à la Santé.

Toute la classe ouvrière, tout le peuple de France a dû frémir devant les accusations portées contre ces militants, car actuellement il n'est pas un individu normalement constitué — à l'exception des patrons et des gros porteurs d'actions de la Banque d'Indochine — qui puisse approuver cette guerre interminable dont le but est de tenter vainement d'écraser le mouvement d'émancipation du peuple vietnamien...

Au sein même de l'Assemblée Nationale beaucoup de parlementaires représentant les intérêts de la bour-

geoisie se sont sentis depuis quelque temps mal à l'aise sur ce sujet. Raison de plus pour les bourgeois de dédaigner les députés indignes. La réaction a besoin de renforcer son personnel parlementaire...

Les accusations contre Le Léap et son arrestation sont la réponse de Pinay à la volonté unanime des travailleurs ; que cesse la sale guerre. C'est en outre un pas de plus dans la voie de la dictature policière au service du pacte atlantique.

Dans toutes les entreprises une atmosphère intenable pèse sur les épaules des travailleurs ; c'est le règne de la suspicion et de la délation. Chez Renault, la direction fait établir des fiches de « renseignements généraux » sur chaque ouvrier.

Le gouvernement prépare un projet de loi qui vise à supprimer la liberté

d'opinion chez les fonctionnaires. Gardez les esprits subversifs car la bourgeoisie voit « rouge ». Jamais projet plus provocateur n'avait été soumis au Parlement.

La bourgeoisie plongée dans un marasme insoluble multiplie les expériences, mais les travailleurs français en ont assez de servir de cobayes ; le cochon de payant est devenu un cochon d'Inde.

Travailleurs, il faut nous unir pour défendre nos libertés car à travers la chasse aux sorcières c'est tout le mouvement ouvrier qu'on tente d'échouer et de mener à l'abattoir.

Le parti socialiste, rompant avec un long silence complice, se dresse violemment contre le projet gouvernemental de révocation des travailleurs de la fonction publique suspects de communisme. Sa protestation ne doit pas rester sans lendemain.

Le front unique de toutes les organisations ouvrières, syndicales et politiques est une nécessité urgente pour faire barrage au régime policier, pour préparer la contre-offensive ouvrière. Partout unissons-nous, sans-parti, communistes, socialistes, trotskistes, au combat et au sommet, pour crier : Halte à la dictature !

Libérez Le Léap et les militants emprisonnés ! Libérez Messali Hadj ! J. BEVAERE.

Procès en sorcellerie à Prague

LA MORT DE SKANSKY, POINT FINAL DE L'ERE JDANOV

LES procès en sorcellerie montés par l'appareil policier de Staline se répètent avec monotonie. Skansky à son tour demande à être pendu comme traître, espion et saboteur.

Seuls des détails varient : les noms des accusés et certaines innovations dans la mise en scène telle que la demande formulée par le fils d'un accusé d'aller expliquer de vive voix à son père qu'il se réjouit de sa condamnation à mort.

Tous les procédés sont connus. Avant tout l'AMALGAME policier, derrière lequel il faut toujours rechercher le but poursuivi. Dans le cas présent, la tête à abattre était celle de Skansky ; l'amalgame a consisté dans la mise en accusation simultanée de Clementis, élément conciliateur, liquidé par Skansky avant son départ.

Un autre procédé bien connu est le système des aveux, grandiose application à l'homme des recherches de la médecine soviétique sur les réflexes conditionnés étudiés par Pavlov sur le chien.

L'intérêt véritable de ce procès réside dans son fond politique dont il convient de soulever deux aspects.

APPAREILS ET MASSES

Le procès de Prague fait partie d'une chaîne ininterrompue de procès similaires qui se sont déroulés dans tous les pays de démocratie populaire. Il est l'expression la plus ramassée des liens existant entre les partis communistes et la bureaucratie stalinienne de Moscou.

La démocratie populaire tchécoslovaque est née non du mouvement des masses, mais du coup d'Etat militaire et policier de 1948, où les masses ouvrières ne furent utilisées que comme forces d'appoint pendant 48 heures, puis précipitamment désarmées. L'opération a été le résultat direct de la pression militaire et diplomatique de l'U.R.S.S., combinée à une révolution de palais. Le gouvernement qui en est issu n'était donc pas le fruit ni le représentant d'une mobilisation révolutionnaire des masses, mais un

STALINE TOURNE A DROITE

Mais pourquoi est-ce aujourd'hui Skansky et non Gottwald qui sert d'objet à la démonstration ? Staline, dans son article du Hochzeit, s'en était déjà répondu à cette question. Le 19^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. a tourné à droite, rejetant les thèses « gauches » de Jdanov et définissant une ligne illusoire de compromis avec les impérialismes secondaires contre l'impérialisme américain, promettant l'éclatement de guerres inter-impérialistes, pour se permettre d'affirmer que le mouvement pour la paix (c'est-à-dire l'ensemble des partis communistes) ne doit pas se donner de buts socialistes, ni lutter pour le pouvoir. Il est frappant de constater que Skansky est l'avant-dernier représentant de l'appareil international sur lequel s'est appuyé la ligne Jdanov lors de la constitution du Kominform.

Jdanov lui-même est mort en U.R.S.S. En Albanie K. Xose a été abattu sur l'ordre de Staline. Rojka a été pendu en Hongrie sur l'ordre de Staline. Kostov en Bulgarie a été pendu sur l'ordre de Staline. Gomulka est en prison en Pologne et sa condamnation à mort a été préparée lors du procès Skansky ; Skansky lui-même est condamné à mort. Anna Pavker en Roumanie est en disgrâce et attend son procès de sorcière.

En dehors des démocraties populaires : Tito n'a échappé à la mort que par le refus du parti communiste yougoslave (dont la particularité était de détenir le pouvoir grâce au développement d'une révolution prolétarienne de l'indépendance devant les diktats du Kremlin. Plus à l'Ouest, Nikoïla, ami de Skansky, dirigeant du

LONDON.

(Suite page 3.)

IL EST ENCORE TEMPS de quitter le Vietnam

COMME nous le prévoyions dans notre précédent numéro, l'opération Loraine a fait long feu et s'est terminée par une retraite beaucoup plus rapide que ne l'avait été l'avance dont chaque étape était élargie par le communiqué. La guerre n'est pas le poker et le véritable rapport des forces ne peut plus être caché.

Le pays Thaï est virtuellement conquis par l'armée populaire vietnamienne. Il n'est que d'un intérêt secondaire de savoir si les troupes de Giap importeront d'ouest le « héros » de Na-Sam ou si son siège transformera cette place en petit Stalingrad. L'issue, elle, ne fait guère de doute.

Tout ce qu'espère le haut commandement français, c'est de tenir grâce à toujours plus d'armes et de matériel américain.

Beaucoup plus que d'armes modernes, c'est d'un moral qui aurait besoin les troupes françaises. La vérité est que comme les grandes masses de France, le corps expéditionnaire veut le fin de ses maux et le retour.

Le maintien de Henri Martin au bagne ; l'emprisonnement de dirigeants ouvriers qui se sont élevés contre le massacre sont des tentatives de ballonner l'opinion quasi unanime. Ces moyens sont bien faibles et devraient se retourner contre le gouvernement qui les emploie. Tout militant ouvrier doit comprendre que puisque la guerre du Vietnam signifie en même temps aujourd'hui répression anti-ouvrière, il est plus qu'urgent d'y mettre immédiatement fin et que c'est la plus élémentaire des auto-défense que d'exiger de tous les syndicats et partis ouvriers de lutter en commun pour le rapatriement du corps expéditionnaire.

M. LEQUENNE.

EXCLUS DE LA C.G.T. POUR AVOIR EU RAISON

IL FAUT LES REINTEGRER

DANS notre précédent article (1), nous avons essayé de montrer à quel point l'exclusion de la C.G.T. du camarade Renard, ouvrier métallurgiste, ne se justifiait pas. Nous avons tenté de retracer brièvement, au travers des cinq années passées, la lutte de la classe ouvrière. Nous avons vu, au cours des combats, que les travailleurs qui étaient les positions des trotskistes et combien elles correspondaient aux intérêts généraux et immédiats de la classe ouvrière. Par là-même, nous avons pu aisément démontrer combien les accusations des bureaucrates syndicaux contre les trotskistes étaient infondées.

Ce que nous avons expliqué au sujet de Renard est également vrai pour des camarades comme Stéphane Just, de la R.A.T.P., du camarade Pierre Bousset, de la Sécurité sociale, du camarade Florence, des mineurs de fer de Neuves-Maisons, ou du camarade Maertens, cheminot du dépôt de la Chapelle. Ces camarades ont tous, à des degrés divers et selon des modalités différentes, essayé et souvent heureusement, de défendre les intérêts ouvriers dans leur corporation. Pourtant, tous ces camarades ont été exclus bureaucratiquement de l'organisation syndicale.

Quelles sont les raisons qui ont poussé Frachon et les autres dirigeants de la C.G.T. à opérer une telle « opération » ? S'il ne s'agissait que d'un seul cas, on pourrait conclure à l'erreur ou à la maladresse. Lorsqu'il s'agit de plusieurs dizaines de camarades, répartis aux quatre coins de la France, on ne peut conclure qu'à une opération politique. Ce n'est pas un fait de hasard si toutes ces exclusions, à une ou deux exceptions près, se situent au lendemain de l'année 1950, six ans après la libération, trois ans après la grève de Novembre-Décembre 1947. Durant toute cette période, les ouvriers, des millions d'ouvriers, ont pu se rendre compte de la nouveauté de la stratégie et de la tactique préconisée par les grandes organisations syndicales. La politique du « produire d'abord, revendiquer ensuite » ou la tactique des grèves tournantes, les corporations entrant dans la lutte les unes après les autres et se faisant battre par un Etat-patron et des forces de répression combinées.

Ce n'était pas seulement la critique des luttes passées qui mettait en danger la ligne des bureaucrates mais aussi et surtout la politique active préconisée par ces camarades. Tant sur le plan revendicatif, par le mot d'ordre unitaire d'une augmentation égale pour tous, que le mot d'ordre des comités d'unité d'action, les luttes passées qui mettaient en danger la ligne des bureaucrates, les trotskistes, et plus généralement tous les opposants révolutionnaires, devenaient un danger pour les bureaucrates, car ils exprimaient clairement ce que pensaient confusément des millions de travailleurs. A travers leurs justes critiques, et par elles, ils mettaient en cause la suprématie des directions syndicales sur le mouvement ouvrier. En fait, ce qui était en jeu, c'était l'avenir de la classe ouvrière de la perspective d'une politique autonome de classe.

Ce n'était pas seulement la critique des luttes passées qui mettait en danger la ligne des bureaucrates mais aussi et surtout la politique active préconisée par ces camarades. Tant sur le plan revendicatif, par le mot d'ordre unitaire d'une augmentation égale pour tous, que le mot d'ordre des comités d'unité d'action, les luttes passées qui mettaient en danger la ligne des bureaucrates, les trotskistes, et plus généralement tous les opposants révolutionnaires, devenaient un danger pour les bureaucrates, car ils exprimaient clairement ce que pensaient confusément des millions de travailleurs. A travers leurs justes critiques, et par elles, ils mettaient en cause la suprématie des directions syndicales sur le mouvement ouvrier. En fait, ce qui était en jeu, c'était l'avenir de la classe ouvrière de la perspective d'une politique autonome de classe.

(1) Voir le n° 302.

(Suite page 4.)

Pour le Front unique ouvrier

Daniel RENARD mène campagne dans le 1^{er} Secteur de la Seine

(Suite de la première page)

n'est possible qu'autant que la classe ouvrière sera unie pour défendre ses propres intérêts. Nous voulons cette unité. C'est pourquoi nous appelons nos propres électeurs à faire échec au candidat de la bourgeoisie et à voter sans condition pour le candidat du P.C.F., c'est pourquoi parallèlement nous offrons l'unité d'action au P.C.F. pour lutter en premier lieu pour les revendications communes à toute la classe ouvrière, la défense des avantages acquis, la défense des libertés démocratiques.

Dans le 2^e secteur du Nord, un candidat se tenant sur le seul terrain des intérêts ouvrier aurait dit : « Bien que le Parti socialiste se soit il y a huit jours désisté au profit d'un candidat d'un parti bourgeois, nous nous désistons aujourd'hui sans condition au profit du Parti socialiste, pour faire échec au candidat de la bourgeoisie, démontrant ainsi la volonté unitaire de mon parti ». Et il aurait proposé les objectifs communs aux deux partis et à la classe ouvrière. Ce qui ne l'empêcherait nullement de critiquer la politique d'ensemble du Parti socialiste, bien au contraire.

Mais ni les dirigeants du Parti socialiste, ni ceux du P.C.F., n'ont agi ainsi. La raison profonde de cette orientation unitaire réside en ce que les uns s'allient aux côtés de la bourgeoisie atlantique dans la préparation de la troisième guerre mondiale, en ce que les autres tentent d'appliquer la ligne stalinienne s'efforçant contre toute vraisemblance à convaincre la bourgeoisie française qui lui serait plus profitable de constituer un front national unifié avec le P.C.F., et de se tenir à l'écart de la guerre froide.

C'est cette frontière, celle de la guerre froide — qu'ils font passer dans les rangs ouvrier — et qu'ils exploitent la bourgeoisie française.

Notre parti se place sur le seul terrain de la défense des intérêts de la classe ouvrière. C'est ce qui lui permet de défendre une orientation authentiquement unitaire au cours de la campagne électorale qu'il mène dans le 1^{er} secteur de la Seine, et permet à son candidat de combattre René Renard d'aujourd'hui au cours d'une de ses réunions : « En 1936 la bourgeoisie eut une peur bleue de l'action des travailleurs qui en juin occupèrent les usines, mettant ainsi en cause y compris le droit de propriété des capitalistes. Pour éviter le pire, vivement ils acceptèrent d'accorder, 40 heures payées, 48, les congés payés, le relèvement des salaires, la reconnaissance dans les usines des syndicats ouvriers, etc. alors qu'à peine un an auparavant ils diminuaient de 10 % les salaires, chassaient

les militants ouvriers des entreprises. Ce qui permit ce bon fondoyant en avant de la classe ouvrière, ce ne furent pas les élections par elles-mêmes, mais l'action directe de la classe ouvrière. Mais les élections de Mai 1936, parce qu'elles démontrèrent à la classe ouvrière la possibilité de l'unité d'action entraînant derrière elle les couches pauvres de la paysannerie et de la petite bourgeoisie, donnèrent confiance aux travailleurs, et préparèrent l'action directe de Juin 1936 ».

Notre candidature dans ce secteur a ce sens profond d'adresser la revendication suivante aux parti socialiste et communiste : Vous qui avez voté le plupart des militants ouvrier, si vous le voulez en vous entendant sur un programme correspondant aux nécessités, vous pourriez imposer un gouvernement des travailleurs. En tout cas, vous devez vous rendre pour lutter en commun sur les revendications immédiates des travailleurs.

En appelant les travailleurs socialistes et communistes à voter pour le P.C.I. au 1^{er} tour, nous leur demandons avec nous d'adresser cette revendication aux grands partis.

Les votes des milliers d'électeurs qui, dans le Lot ont voté au premier tour pour Renard, et qui se sont reportés au second tour sur le candidat du P.C.F., témoignent combien cette politique est ressentie comme indispensable par les travailleurs, socialistes, communistes, sans parti.

CERCLE LENINE

Vendredi 12 décembre 1952

à 20 h. 30, Mutualité, Salle M



MAO TSE TUNG ET STALINE

LE SENS D'UNE CANDIDATURE DE DIVERSION

De l'opportunité au recours à la police

Les électeurs du 1^{er} secteur de la Seine ont été surpris de voir s'opposer à la candidature de Daniel Renard, présenté par le Parti communiste, un candidat bourgeois, Pierre Frank se réclamant de la même organisation. Les lecteurs de La Vérité savent déjà que Pierre Frank a rompu avec notre parti sur quelle base politique d'abandon des conceptions fondamentales du trotskisme. On pourrait multiplier les citations où P. Frank et des membres de son groupe révolutionnaire ont lâché un beau langage devant le stalinisme :

« Aujourd'hui, écrivent-ils, le mouvement stalinien a partie de la guerre froide et de la perspective d'un choc avec l'impérialisme, s'acheminant vers le choc décisif et parce qu'il est placé objectivement dans de telles conditions, il sera obligé de réagir, et cette réaction a déjà commencé. Personne ne peut discuter actuellement ce que font les stalinien (20 janvier 1952, Comité central).

A propos de notre action dans la C.G.T., ils s'opposent à l'expression d'une claire tendance de classe et proposent de « manœuvrer habilement par rapport aux dirigeants stalinien de la C.G.T. dans la mesure où ils ont leurs suspensions à notre égard et de les laisser nous considérer comme des instruments valables de la politique unitaire (lisez : ce que les dirigeants stalinien de la C.G.T. appellent leur politique unitaire). Résolution 1951-1952.

C'est qu'en effet pour Pierre Frank il faut « reconnaître la révolution en France telle qu'elle est, dirigée par des hommes du Kremlin » (1 août 1952).

Mais comment une telle orientation culminant dans une ligne de dissolution du P.C.I. dans le P.C.F. peut elle se combiner avec la tentative de s'emparer du nom du parti et plus encore avec une candidature électorale en opposition avec le P.C.F. ?

qui P. Frank fait confiance pour conduire la révolution et dont il juge pas la politique indiscutable ? En réalité le principal objet de Frank est de combattre la candidature Renard.

C'est que toute ligne politique a son inflexible logique en matière d'organisation : qu'on conséquence de la révolution théorique des bases du trotskisme, P. Frank est amené à combattre l'organisation trotskiste qu'il n'a pu entraîner au suicide. Les moyens de cette lutte sont : des attaques aux fins politiques poursuivies. C'est pourquoi P. Frank n'hésite pas à user de fraude pour tenter de s'emparer, quoique minoritaire, du nom de notre Parti ; c'est pourquoi il n'hésite pas, contre toutes les traditions du mouvement ouvrier, à faire appel à la justice bourgeoise pour trancher un conflit politique ; c'est pourquoi il n'hésite pas à se méconformer en réclamant l'intervention de la police pour saisir, à La Vérité le matériel électoral du P.C.I. et du P.C.F.

A l'heure où la direction du P.C.F. s'adresse à la recherche d'un Front national unifié avec la bourgeoisie, les « gauchistes » Marty et Tillon, il faut pas faire oublier l'objectif que P. Frank s'est fixé : gagner la confiance des bureaucrates stalinien.

UNE CANAILLERIE STALINNIENNE

L'Humanité du 21-52 ose traiter DANIEL RENARD d'agent de police, de diviseur, et d'agent du directeur général des usines Renault, Lefebucheur. Agent de Lefebucheur ? Un peu de pudeur s'il vous plaît ! La main dans la main avec Lefebucheur, vous appelez les ouvriers de la R.N.U.R. à « Produire d'abord », traitez l'échelle mobile d'arme de classe entre les mains des patrons et sabotez la grève Renault d'avril 1947 !

Pendant ce temps Daniel Renard démontre que la « Productivité » à la mode stalinienne ne servait que les intérêts de Lefebucheur. Il dirigeait comme membre du Comité central de grève la grève Renault d'avril 1947.

Dirigeur ? Regardez-vous dirigeants stalinien, Regardez ce que vous avez fait de la Section syndicale Renault qui rassemblait 27.000 syndiqués en 1946, et qui aujourd'hui ne regroupe qu'un maximum de 8.000. Regardez le dernier Congrès Syndical C.G.T. Renault avec sa centaine de participants pour les 40.000 travailleurs de Lusine. Renard, Renault avec sa centaine de participants pour l'unité syndicale et l'unité d'action. Vos procédés de colonisateurs entraînent le désastre et la division. Vous servez le patronat. Mais tous les ouvriers, y compris la majeure partie des militants du P.C.F. savent que Daniel Renard est un combattant ouvrier valeureux et irréprochable.

P. L.

BRETON, ELUARD, et le surréalisme

DANS ses récents entretiens radiophoniques qui viennent de paraître en volume (1), André Breton a été très éloquent devant le surréalisme et a jeté les bases d'une histoire de ce mouvement.

Ce qui nous intéresse ici c'est le caractère progressif de la révolte qui leu a tenu le mouvement surréaliste. Cette révolte qui commença dans le dadaïsme par rejeter les valeurs bourgeoises, toutes compromises dans l'hyportie et sanglante nationalisme, allait avec le surréalisme se faire plus sélective dans la destruction, perdre son infantisme sans rien abandonner de sa violence intransigeante, tenter de réunir les forces de reconstruction de la révolution.

La rencontre du surréalisme et du communisme ne fut pas un malentendu comme André Parinaud, interviewer d'André Breton, le lui suggère. Les surréalistes étaient ceux qui n'ont pas en penser eux-mêmes, les meilleurs produits d'une société dont ils n'acceptaient pas les compromissions ; ils exprimaient l'impossibilité d'une culture bourgeoise à l'époque de l'impérialisme pourissant et l'élan des intellectuels rejetés de leur classe par son abjection vers les

forces humaines incarnées dans la révolution.

Le drame du surréalisme est d'avoir rencontré le communisme à partir de la dégénérescence stalinienne. La culture et les hommes ont subi les effets aux bureaucrates qu'aux politiques bourgeois et, comme eux, ils ne se soucient que de propagandisme, talentueux si possible, pour plus d'efficacité spécifique.

La permanence de l'effort surréaliste vers le communisme, en dépit de toutes les incertitudes, déceptions et rebuffades, montre clairement combien les surréalistes ressentent instinctivement que cette liaison pouvait être doublement fructueuse.

L'identité profonde des aspirations se confirme quand plus tard des surréalistes, et Breton à leur tête, comprennent que le communisme n'était plus à Moscou mais au sein du grand surréalisme d'Octobre, l'ézéli Léon Trotsky, et qu'ils s'élèveront contre les monstrueux procès de Moscou. Il faut rappeler cette attitude de courage et d'indépendance qui ne fut que partagée et se trouve aucun écho aujourd'hui dans la veulerie généralisée sous le signe de la guerre froide.

C'est la faiblesse du mouvement révolutionnaire et les défaites ouvrières préparatoires au deuxième conflit mondial qui brisa le groupe surréaliste. C'est parce que le mouvement surréaliste n'était pas hors de la lutte des classes que nombre de ses participants — dont Paul Eluard, pur porte de faible caractère intellectuel — à la pression traditionnellement plus forte dans la petite bourgeoisie française de gauche et rejoignirent dans le stalinisme le méprisable Aragon.

André Breton presque seul ne se rend pas et ne renia pas le contenu révolutionnaire du surréalisme.

Le matérialisme dialectique, pourtant adopté par Breton et le communisme. Il tient à ce que pour rejoindre l'avant-garde ouvrière, il faut peut-être que l'avant-garde intellectuelle soit délivrée de l'hypothèque de la dégénérescence du premier Etat ouvrier et de ses tentatives de dominer toute activité intellectuelle. Ce que recherche donc les résultats ne sont pas connus d'avance. Il faut sans doute que le marxisme se manifeste à l'avenir par un développement de son caractère révolutionnaire mais en même temps son humanisme profond : le seul humanisme total.

En attendant les trotskistes peuvent souffrir publiquement de leur manque de hauteur idéaliste bureaucratique, appelé par antiphrase « réalisme socialiste », ils représentent intégralement à leur compte le mouvement révolutionnaire mais en même temps son humanisme profond : le seul humanisme total.

Pierre GERAUME.

(1) N.R.F. Le Point du Jour.

Marty et Tillon exclus ?

(Suite de la première page)

poir d'un homme qui est le ennemi. Cet homme a répondu avec ses poings en criant sa loi révolutionnaire, cette loi qui fait de lui un indésirable pour Staline.

La campagne sur « l'activité fractionnelle de Marty et Tillon » n'a pas atteint son but. Elle s'est même, dans une certaine mesure, retournée contre ses auteurs en portant à la connaissance des travailleurs les désaccords de Marty avec la politique suivie depuis 1944.

Beaucoup de militants y ont trouvé l'écho de leur propre pensée. A cela, il n'y a rien de surprenant ; car ce sont eux, les militants révolutionnaires du Nord, qui sont visés à travers Marty. Les attaques de l'Humanité qui n'étaient pas encore une condamnation totale de Marty et Tillon ni des mesures d'exclusion les mettant hors la loi, n'ont apporté aucune réponse politique valable. Les critiques de gauche ; par leur indigence politique elles ne peuvent en réalité que les renforcer.

Si Marty et Tillon avaient capitulé, un progrès aurait été fait dans la lutte contre les aspirations révolutionnaires des militants, dans la voie de leur démolition. Mais Marty et Tillon ont jusqu'à ce jour refusé de capituler. Leur résistance, que nous avons sous-estimée, témoigne combien est ardue et profonde le mécontentement des ouvriers communistes qui se retournent vers la direction en lui demandant de s'expliquer sur son bilan de fait. Une crise sans précédent mûrit dans le P.C.F. Le préstariat révolutionnaire, qui faisait confiance aux hommes du Kremlin depuis 1939, qui a porté sur ses épaules une direction en qui il gardait sa confiance malgré les déceptions, secoue ses collègues, tire sur le mors qui le bride, et se demande où il conduit son cavalier ignare et servile.

L'avant-garde ouvrière organisée dans le P.C.F. sent instinctivement que Marty à raison. Sa résistance, même silencieuse, dans les cellules et dans les entreprises, est le secret de la résistance prolongée de Marty et Tillon aux pressions et au chantage.

L'avant-garde ouvrière, qui tient dans ses mains l'avenir révolutionnaire de ce pays, cherche sa voie. Il lui faut rompre avec une direction qui se subordonne au Kremlin à conduit de faillite en faillite ; il lui faut retrouver le programme révolutionnaire ; il lui faut construire le parti révolutionnaire, arme indispensable de la victoire. FAVRE-BLEITREU.

Le Procès de Paris

Skech prophétique édité par le S.E.L. en 1949

Fils du Peuple... C'est sur mes instructions que mon complice et collègue ministre de la Marine, Le mutin, a jeté les bases du complot tifiste sur le front de Madrid 62. 1937. Pendant qu'il exterminait des centaines d'authentiques combattants de la liberté — qu'il qualifiait d'espions trotskystes — il renvoyait en Yougoslavie Tito et les 150 agents de la Gestapo pour préparer la guerre aux côtés d'Hitler ainsi que la démontre le procès de Budapest en 1949.

le président que savez-vous de plus sur le rôle criminel de Lemutin ? Fils du Peuple... En 1918, dans la Mer Noire, il a tenté de mettre la glorieuse flotte française au service du contre-révolutionnaire Trotsky, qui s'était infiltré à la direction de l'armée rouge créée par Staline. Seule la vigilance infatigable de Staline a déjoué la manœuvre et assuré la victoire du camp de la démocratie et de la paix. J'ajoute qu'en 1929, Lemutin, incarcéré à la Santé, passa, lui aussi, au service du Bureau et prit sur son ordre un abonnement de 6 mois à la « Vérité » pour subventionner la presse hitléro-trotskyste.

le président Donnez au tribunal des explications concrètes sur votre compléité avec le traître Lemutin.

Fils du Peuple Nous poussons la perle jusqu'à lancer dans le parti des rumeurs sur de prétendues divergences politiques entre nous : lui joutant de la phrase gauchiste, moi donnant une interprétation opportuniste de la juste ligne du Comité Central de notre Grand Parti Communiste. Notre but était de semer le doute sur la justesse de la ligne politique du regretté Jdanov...

Ces lignes prophétiques sont extraites du « Procès de Paris », skech écrit à la fin de La Vérité en novembre 1949, peu après le fameux procès Rajk. L'accusé Fils du Peuple se voit reprocher les crimes les plus divers, entre autres d'avoir séjégé de longues années au secrétariat d'Etat de la déviation, nommé Lemutin (André Marty), liquidé lors d'une précédente épuration.

« Le procès de Paris » est en vente au S.E.L., sous forme d'une plaquette illustrée d'un dessin original de Maurice Terry.

THESE IX

LES ETAPES (V)

Le stalinisme

une étape nouvelle dans la transformation de paysans en Etats ouvrier déformés. En même s'accompagne d'un contrôle toujours plus strict cratie soviétique sur toute la vie sociale de ces processus est l'intégration effective de leur économie dans l'armée soviétique, que ce processus structurelle. Aussi longtemps que ce processus de chaque pays du glacis reste instable, les oscillations des rapports de forces internationales en l'Europe ont encore récemment démontré (ment ce processus est déjà achevé dans tel ou tel pays, comme en Pologne et en Bulgarie). Mais il faut que les rapports de propriété, si importants et décisifs, soient résolus la question, s'il est isolé de

THESE X

La méthode au moyen de laquelle notre mouvement a résolu la question de la nature de classe de la Yougoslavie, dans la résolution du 9^e Plenum du Comité Central de l'I.R.S.S. est une tradition marxiste-léniniste que nous défendons avec succès dans sa solution de la question de l'I.R.S.S. La résolution du 9^e Plenum résout la question yougoslave en partant des forces de classe et non de rapports de propriété isolés à leur égard. Elle est légitime en même temps que l'utilisation de la formule de Gouvernement ouvrier et paysan » pour désigner certaines étapes transitoires entre la décomposition du pouvoir de la bourgeoisie et l'établissement de la dictature du prolétariat, la construction d'un appareil d'Etat d'un type nouveau. Cette formule inscrite dans notre programme de transition, a depuis démontré toute son utilité dans le cas de la Chine, où notre mouvement l'utilise pour caractériser l'étape actuelle de développement de la révolution chinoise. Elle fait partie de notre bagage programmatique nécessaire pour comprendre des phénomènes de transition propres à notre époque.

Les discussions internationales actuellement en cours au sujet de la nature de classe du parti du glacis ne pourra être conclue positivement qu'à condition que nous ne soyons pas abandonnés l'acquis théorique qui a constitué son point de départ. Tout le monde ayant admis, au début de la discussion, que nous avions raison, nous ne pouvons que nous féliciter de la bureaucratie soviétique depuis 1949.

Au cours de cette domination, des transformations de structure ont été opérées dans ces pays dans le cadre de la politique d'assimilation structurelle poursuivie par la bureaucratie. La difficulté consiste en ceci à déterminer à quel moment, dans ce processus de transition, la structure opérée a la transformation de quantité en qualité. Au cas où une révolution prolétarienne se produit dans un pays, le fait même de cette révolution nous dispense de rechercher d'autres critères ; l'assomissement yougoslave en est une nouvelle preuve. Nous pouvons très bien concevoir que le prolétariat, après la prise du pouvoir dans certains pays, y maintienne la propriété privée des moyens de production dans certains secteurs pendant toute une période. La nationalisation complète des moyens de production n'est pas un fait en soi. Une nationalisation généralisée peut seulement servir de preuve de l'existence d'un Etat ouvrier, aucun Etat bourgeois n'étant censé pouvoir prendre ces mesures. Dans le glacis, le problème est tout autre ; il n'y a pas eu de révolution prolétarienne, et la question de savoir sous quelle forme le pouvoir est passé de la bourgeoisie à l'Etat, est compliquée du fait que la bureaucratie y a exercé effectivement le pouvoir dès le début. C'est dans ce sens (pour déterminer le moment de l'assimilation structurelle) que nous avons soulevé la question de la planification et de la suppression des frontières économiques dans des petits pays, ou pour introduire de nouveaux critères d'une victoire révolutionnaire.

Il est par conséquent nécessaire d'admettre que la bourgeoisie a perdu très tôt — les dates diffèrent d'un pays à l'autre — le pouvoir, que cet Etat bourgeois, aux P.C. s'appuyant sur les forces militaires et policières de la bureaucratie, et qui ont régné pendant toute une époque sans transformer radicalement la structure de la propriété privée et de l'appareil d'Etat. Les changements qui ont apparu dernièrement dans plusieurs pays et les appareils d'Etat marquent

Procès à Prague

(Suite de la première page)

parti stalinien suisse, homme central de l'appareil de Kominform, est rejeté du parti communiste. Et enfin Marty, qui fut en France le principal supporter de la ligne gauche des premiers mois du Kominform, est l'objet d'un procès dont les formes seules diffèrent de celui de Prague.

C'est dans la tradition la plus solide de Staline que de tuer les porteurs de son orientation de la veille ; c'est aussi le mécanisme même de la subordination complète à ses volontés des dirigeants des partis stalinien, soumis par ailleurs à la pression permanente des ouvriers révolutionnaires du rang et des masses prolétariennes à la recherche d'une politique de classe.

Le sang de Slansky est le ciment de la nouvelle ligne droitiste de Staline ; en attendant que Gottwald, condamné à mort en sursis, ne paye pour le prochain tournant.

LA BOURGEOISIE MET A PROFIT

La bourgeoisie internationale qui exploite et massacre les peuples coloniaux, emprisonne les opposants, condamne à la peine de mort les saboteurs de la défense de l'U.R.S.S., face à la menace grandissante de l'agression impérialiste contre l'Etat ouvrier.

Staline s'avère non seulement le foyers de la révolution, mais le saboteur de la défense de l'U.R.S.S. face à la menace grandissante de l'agression impérialiste contre l'Etat ouvrier.

A Noël et en fin d'année Achez vous livres à la S.P.E.L. S.P.E.L., 46, rue de l'Arbre-Sec C.C.F. 603.201 Paris

Le Comité de Soutien des Victimes de la Répression a, maintes fois, alerté les autorités compétentes et l'opinion publique sur la situation des détenus politiques algériens, notamment à la prison civile d'Alger.

Les Algériens emprisonnés sont en danger

Le Comité de Soutien des Victimes de la Répression a, maintes fois, alerté les autorités compétentes et l'opinion publique sur la situation des détenus politiques algériens, notamment à la prison civile d'Alger.

Tous les droits sont refusés aux détenus qui, au surplus, sont parqués dans des salles humides, ils ne sont pas jetés dans des cachots pour des périodes allant jusqu'à trois mois.

lisme ne peut abattre le capitalisme

transformation de ces gouvernements ouvriers et réformés. En même temps, cette transformation ouvrière plus strict et plus direct de la bureaucratie de leur économie dans la planification soviétique, qui terminera le processus d'assignement que ce processus n'est pas terminé, l'écroulement de l'édifice soviétique, prouvé par les exemples de l'Allemagne (soviétiquement démontré). On peut discuter si concrètement dans tel ou tel pays (il paraît le plus sûr). Mais il faudra bien admettre que le critère important et décisif qui soit, ne permet pas à n, s'il est bloqué de tout son contexte historique.

"HESE X

ment face au stalinisme ne peuvent être conçues que dans la mesure où nous vivons, puissamment qui se sont déroulés depuis deux ans. L'effondrement en Asie orientale, le développement autonome, l'écroulement de l'édifice soviétique, prouvé par les exemples de l'Allemagne (soviétiquement démontré). On peut discuter si concrètement dans tel ou tel pays (il paraît le plus sûr). Mais il faudra bien admettre que le critère important et décisif qui soit, ne permet pas à n, s'il est bloqué de tout son contexte historique.

Les Trotskistes de Ceylan à la Conférence de Pékin :

SALUT aux victoires du peuple chinois!

Le Samasamajit, hebdomadaire en langue anglaise du parti Lanka Samasamajit, rapporte dans son numéro du 30 octobre, la participation de représentants cinghalais à la Quatrième Internationale à la récente Conférence de la Paix des Peuples d'Asie à Pékin. Deux dirigeants du L.S.S.P., Edmond Saralath et Hector Fernando étaient membres de la délégation cinghalaise à la conférence.

Edmond Saralath adressa à la session plénière de la Conférence de la Paix de Pékin un vibrant appel au renversement de l'impérialisme comme seul moyen de rétablir la paix en Asie. D'après le Samasamajit, il parlait au nom de la délégation de Ceylan toute entière, au sein de laquelle se trouvaient représentés différents points de vue. Nous reproduisons nos discours ci-dessous :

Représentant les ouvriers, les paysans et le peuple pacifique de Ceylan, mon premier devoir est de transmettre notre salut fraternel à la République populaire chinoise, née des grands combats révolutionnaires du peuple chinois. Nous saluons les victoires du peuple chinois, et nous sommes solidaires des combattants de classe de la Révolution chinoise dans les luttes historiques auxquelles ils doivent encore faire face.

Les changements profonds et les réalisations étonnantes accomplies en Chine dans le court espace de trois ans constituent le plus grand encouragement au maintien de la Paix. Plus d'un milliard de l'humanité forge de ses propres mains une société nouvelle avec une foi et un courage sans précédent. Le peuple de Ceylan salue la Chine nouvelle et éprouve une véritable fierté lorsqu'il voit le peuple chinois conduire les peuples d'Asie dans la lutte pour la paix et la liberté.

Pour les peuples d'Asie, le lien entre l'impérialisme et la guerre est trop évident pour avoir besoin de démonstration. La pacification de la Chine est le résultat logique du renversement de l'impérialisme par le peuple chinois. La lutte pour établir et préserver la paix en Asie n'est donc pas distincte de la lutte pour chasser les impérialistes d'Asie et anéantir le système impérialiste pour toujours.

En tant que combattants de la paix, par conséquent, nous sommes solidaires des autres peuples dépendants d'Asie, qui, dans les conditions les plus difficiles et même sans armes mènent la lutte pour leur indépendance nationale.

Pour l'organisation de la lutte pour la paix en Asie, nous demandons l'application la plus large de la méthode du Front unique. Sur cette base, nous soulignons l'importance qu'il y aurait à rassembler dans ce mouvement de la paix d'Asie tous les partis politiques progressistes d'Asie.

L'U.R.S.S., dont l'existence est liée à la vie à la mort à la survie de l'impérialisme, doit pour elle-même et pour la propagande de la bourgeoisie qui prépare l'agression contre l'U.R.S.S., et intensifie sa répression contre les partis communistes et le mouvement ouvrier. Staline s'avère non seulement le foyers de la révolution, mais le saboteur de la défense de l'U.R.S.S. face à la menace grandissante de l'agression impérialiste contre l'Etat ouvrier.

LE CONFLIT SARROIS

Les élections sarroises qui viennent d'avoir lieu dans des conditions fort peu démocratiques ne réglent rien. La Sarre, comme tant d'autres pays, est un terrain de conflit entre impérialismes de second plan qui rivalisent d'intrigue et d'influence pour avoir le contrôle sur le charbon et les aciéries.

La position des divers partis en présence n'a fait qu'embrouiller le problème. Au travers de cet embrouillaillement apparaît la stratégie impérialiste de préparation de la troisième guerre mondiale.

Le rôle de l'impérialisme américain est déterminant ; sa pression s'exerce en fonction des possibilités qu'offre chacun des deux pays (France, Allemagne) pour constituer le meilleur bastion avancé dans la préparation à la guerre.

Les U.S.A. ont choisi, par sa situation géographique, par ses possibilités industrielles, l'Allemagne remplit mieux que la France les conditions nécessaires à constituer la base avancée d'agression contre l'U.R.S.S.

La question sarroise, comme l'ensemble des questions européennes d'aujourd'hui, ne peut trouver de solution complète dans la juste revendication de rattachement à une Allemagne réunifiée. Son règlement véritable s'impose dans la lutte des travailleurs d'Europe pour le pouvoir, pour les Etats Unis Socialistes d'Europe.

Ch. MARGNE. Communiqué M.T.L.D.

LA LUTTE POUR LA PAIX

c'est une lutte pour le socialisme

Après une série d'assises départementales pour la paix, viennent de se tenir les Assises de la Seine.

Toutes se trouvent placées sous le signe de la lutte contre les points de vue et des moyens d'action pour sauvegarder la paix.

Il est vrai et juste de dire que la confrontation des moyens de lutte contre la guerre par les divers courants du mouvement ouvrier pourrait créer la condition

« COEXISTENCE PACIFIQUE »

Les Assises de Paris et de Vienne sont placées sous le signe de la coexistence pacifique entre les régimes, les classes et les Etats. Elles sont ouvertes à tous ceux qui se refusent à l'adoption de la coexistence pacifique et qui veulent faire prévaloir l'esprit de négociations sur les solutions de force.

Il est vrai que les buts du mouvement de la paix c'est combattre une double faute. C'est d'une part, le vide de toute efficacité ; car la menace de guerre découle de la situation internationale actuelle, son stade impérialiste et de l'impossibilité de sa coexistence pacifique avec la révolution coloniale, avec le jeune Etat ouvrier révolutionnaire et le mouvement ouvrier, avec l'Etat ouvrier soviétique et les démocraties populaires. La lutte pour la paix aujourd'hui, c'est l'inverse de la lutte contre la guerre.

C'est d'autre part, et comme conséquence inévitable, se couper de la classe ouvrière qui ne croit pas, qui ne peut plus croire, aux bavardages pacifistes dont

LA RESOLUTION FINALE

La résolution finale exprime la même contradiction, et la même inconséquence. Si elle se dressait contre la guerre au Vietnam et en Corée, ce que nous saluons et que nous soutenons totalement, elle escamote la lutte pour la libération d'Henri Martin, dont pas un mot n'est dit dans cette résolution ; et, pour régler ces conflits, elle fait confiance à une O.N.U. réformée, avec des gouvernements bourgeois

Pas un mot n'est dit sur le monstrueux budget de guerre qui rouge de plus en plus les ressources du pays et érase la production de biens matériels, sans parler de toutes les conséquences de cette course à la guerre la plus unanimement dénoncée par les masses travailleuses.

Pas un mot n'est dit sur le rôle de répression du gouvernement en Afrique du Nord et particulièrement en Tunisie, où il refuse toute discussion même sur les revendications légitimes des peuples algériens, libanais, tunisiens, marocains, etc.

Quant à la durée du service militaire, qui a constitué pour les travailleurs belges, le point sur lequel ils ont mis en évidence leur mécontentement et fait reculer leur gouvernement, un peu de quelques mots lui est consacré.

Toute cette résolution n'est rien d'autre qu'une resucée des phrases pacifistes

prévisible pour que les travailleurs puissent engager une action efficace. Et il est aussi vrai que la classe ouvrière doit s'efforcer de rassembler autour d'objectifs précis ainsi établis de grandes parties de la petite bourgeoisie et des intellectuels, par les partis hostiles à la préparation à un troisième conflit mondial. Mais est-ce bien de cela qu'il s'agit dans ces « Congrès pour la paix » ?

Quel est le but du mouvement de la paix c'est combattre une double faute. C'est d'une part, le vide de toute efficacité ; car la menace de guerre découle de la situation internationale actuelle, son stade impérialiste et de l'impossibilité de sa coexistence pacifique avec la révolution coloniale, avec le jeune Etat ouvrier révolutionnaire et le mouvement ouvrier, avec l'Etat ouvrier soviétique et les démocraties populaires. La lutte pour la paix aujourd'hui, c'est l'inverse de la lutte contre la guerre.

Il est vrai et juste de dire que la confrontation des moyens de lutte contre la guerre par les divers courants du mouvement ouvrier pourrait créer la condition

« COEXISTENCE PACIFIQUE »

Les Assises de Paris et de Vienne sont placées sous le signe de la coexistence pacifique entre les régimes, les classes et les Etats. Elles sont ouvertes à tous ceux qui se refusent à l'adoption de la coexistence pacifique et qui veulent faire prévaloir l'esprit de négociations sur les solutions de force.

Il est vrai que les buts du mouvement de la paix c'est combattre une double faute. C'est d'une part, le vide de toute efficacité ; car la menace de guerre découle de la situation internationale actuelle, son stade impérialiste et de l'impossibilité de sa coexistence pacifique avec la révolution coloniale, avec le jeune Etat ouvrier révolutionnaire et le mouvement ouvrier, avec l'Etat ouvrier soviétique et les démocraties populaires. La lutte pour la paix aujourd'hui, c'est l'inverse de la lutte contre la guerre.

C'est d'autre part, et comme conséquence inévitable, se couper de la classe ouvrière qui ne croit pas, qui ne peut plus croire, aux bavardages pacifistes dont

Aux Assises de Clermont-Ferrand

La préparation de ce Congrès avait été assez poussée, plus que celles des précédentes assises de la paix. Dans les différents entreprises de la région des délégués devaient être désignés et si beaucoup de réunions préparatoires n'eurent jamais lieu, il y eut néanmoins un certain effort de la part des responsables locaux.

La caractéristique de ce Congrès c'est que les interventions proviennent presque toutes de comités de la paix de localités du département et de membres de l'enseignement. Pas un seul délégué des usines clermontoises (Michelin, Bergougnan...) n'a parlé. Peut-on en conclure que les ouvriers sont indifférents à la paix ? Non, mais ils ne croient pas beaucoup à l'efficacité de ces congrès où l'on parle toujours de la paix, mais sans jamais lier ce problème à ceux qui les préoccupent.

Et pour les ouvriers présents aujourd'hui, à part les points de vue émis par nos camarades Bloch et certaines idées justes du représentant du Mouvement de Libération des Peuples, ce Congrès risque fort de constituer un échec. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates. Il y en a même un qui pense que le problème de la guerre. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates. Il y en a même un qui pense que le problème de la guerre. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates.

Notre camarade Bloch intervient en disant qu'il est heureux de voir une discussion libre sur le problème de la guerre. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates. Il y en a même un qui pense que le problème de la guerre. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates.

Il y a d'abord l'immense majorité des bourgeois délégués municipaux qui répètent les mêmes phrases stupides en faisant appel aux sentiments familiaux de chacun pour reculer la guerre. Ils ne proposent aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates. Il y en a même un qui pense que le problème de la guerre. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates.

Notre camarade Bloch intervient en disant qu'il est heureux de voir une discussion libre sur le problème de la guerre. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates. Il y en a même un qui pense que le problème de la guerre. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates.

Il y a d'abord l'immense majorité des bourgeois délégués municipaux qui répètent les mêmes phrases stupides en faisant appel aux sentiments familiaux de chacun pour reculer la guerre. Ils ne proposent aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates. Il y en a même un qui pense que le problème de la guerre. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates.

Notre camarade Bloch intervient en disant qu'il est heureux de voir une discussion libre sur le problème de la guerre. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates. Il y en a même un qui pense que le problème de la guerre. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates.

Il y a d'abord l'immense majorité des bourgeois délégués municipaux qui répètent les mêmes phrases stupides en faisant appel aux sentiments familiaux de chacun pour reculer la guerre. Ils ne proposent aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates. Il y en a même un qui pense que le problème de la guerre. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates.

Notre camarade Bloch intervient en disant qu'il est heureux de voir une discussion libre sur le problème de la guerre. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates. Il y en a même un qui pense que le problème de la guerre. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates.

Il y a d'abord l'immense majorité des bourgeois délégués municipaux qui répètent les mêmes phrases stupides en faisant appel aux sentiments familiaux de chacun pour reculer la guerre. Ils ne proposent aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates. Il y en a même un qui pense que le problème de la guerre. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates.

Notre camarade Bloch intervient en disant qu'il est heureux de voir une discussion libre sur le problème de la guerre. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates. Il y en a même un qui pense que le problème de la guerre. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates.

Il y a d'abord l'immense majorité des bourgeois délégués municipaux qui répètent les mêmes phrases stupides en faisant appel aux sentiments familiaux de chacun pour reculer la guerre. Ils ne proposent aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates. Il y en a même un qui pense que le problème de la guerre. Il ne propose aucune solution si ce n'est des discussions de diplomates.

Le Gérant : FONTANEL. Imp. Spec. de « LA VERITE » G.D. S. P. D. - P. 19

SUR LE FRONT OUVRIER

UNE FORME D'ORGANISATION ADAPTÉE A LA SITUATION

Les Conférences nationales

EST un fait d'évidence : le plus grand front mis à la résistance ouvrière contre la violente offensive de la bourgeoisie, c'est la division.

Aujourd'hui, les organisations syndicales squelettiques ne rassemblent qu'une minorité de travailleurs. Et si la C.G.T. reste, et de loin, la plus forte des organisations syndicales, il n'en reste pas moins que le fossé se creusant entre son influence dans les élections syndicales et ses capacités tant de recrutement que de mobilisation.

Les raisons de cette impuissance sont diverses. Elles tiennent pour une part aux leçons plus ou moins claires que les travailleurs ont tirés des échecs des combats de ces dernières années et pour une autre part dans le fait que les dirigeants de la prairie centrale, s'ils parlent beaucoup de l'unité d'action, n'engagent pas une véritable campagne pour la réalisation du Front Unique.

Les propositions de B. Frachon aux directions des autres centrales, en septembre 1951, ont vite cessé devant la politique erronée du P.C.F., de se réaliser. L'unité d'action qu'a proposée le Front Unique à l'accord de Comen et les travailleurs de F.O. pouvaient comprendre une unité d'action sans leurs chefs, en lesquels, qu'on le déplore ou non, ils gardent une certaine confiance. Le Front Unique que à la suite Lecocq ou Ducloux signifie en gros « Travailliers socialistes et F.O. nous vous proposons l'unité d'action à condition que vous abandonniez vos organisations et que vous adoptiez le programme du P.C.F. »

Non, jamais une telle conception sectaire ne réalisera le Front Unique. Celui-ci dépend du sort de la classe ouvrière. Aujourd'hui, tant sur le plan politique que sur le plan syndical, les directions des grandes organisations ouvrières mettent en avant toute une série de revendications communes. Pourquoi les dirigeants de la C.G.T. ne feraient-ils pas des propositions au bureau confédéral de F.O. pour lutter en commun ?

- pour l'augmentation des salaires, traitements et retraites ;
- pour l'échelle mobile ;
- contre la productivité que vient de condamner le Congrès confédéral de F.O. ;
- contre le projet de loi Guy Petit qui vise à muscler les fonctionnaires ;
- contre le chômage ;
- pour la cessation de la guerre au Viet-Nam ;
- pour l'aide à la Tunisie, la défense de la Libye, etc.

Pourquoi les dirigeants de la C.G.T. n'engagent-ils pas une campagne pour la mobilisation des masses vivantes à soutenir de telles propositions unitaires, qui, répétées, sont communes aux centrales F.O. et C.G.T., au P.C.F. et au P.S. ?

Le problème de la mobilisation ouvrière est aujourd'hui une question très difficile à résoudre. Les déclarations tonitruantes de Frachon sur les soi-disant victoires remportées contre le patronat et le gouvernement ne dépassent malheureusement pas les colonnes de l'Humanité et du Peuple.

C'est semer des illusions, et désarmer en fait les travailleurs, que de leur parler de victoires arrachées dans ces derniers mois. Car ils savent que le chômage grandit, que dans pas mal de boîtes ils sont payés en dessous du tarif, qu'un mot le Capital remporte, lui, des succès sur les travailleurs.

Les possibilités de résister, puis de passer à la contre-offensive subsistent intégralement. Le nœud de la question reste le Front Unique, l'unité de front des travailleurs contre la bourgeoisie.

Permettre à la classe ouvrière de surmonter sa division en développant des formes d'organisation unifiant ses capacités de combat, telle est la clé du problème qui se pose devant les militants ouvriers de toutes tendances.

Le Congrès de la F.E.N. autonome qui vient de se tenir a discuté la tenue d'une conférence nationale de la Fonction publique. Ce mot d'ordre vient d'être repris par le Congrès de la Fédération Postale C.G.T.

En effet, une conférence nationale organisée sur la base de délégués élus par des conférences locales et départementales, constituerait un facteur capital de reprise de confiance des travailleurs de la Fonction publique devant les menaces que fait peser sur leur situation le gouvernement Pinay, avec un délégué élu par le rassemblement national de la Fonction publique dresserait la force unie des fonctionnaires de toutes catégories face à l'Etat-patron. Nul doute que devant cette unité les Pinay, Guy Petit et Cie reculerait à toute vitesse.

Cette forme d'organisation n'est pas particulière à la Fonction publique. Les délégués élus de diverses entreprises de la Fonction publique peuvent être convoqués à une conférence de l'Automobile, Victorien Duguet, secrétaire de la Fédération des Mineurs C.G.T., a appelé également les mineurs à se réunir sur la base locale, départementale et nationale en conférence en vue de déterminer les revendications et les formes d'action de leur corporation.

Ainsi il apparaît que sur une large échelle les conférences répondent au besoin profond des travailleurs de ne plus se sentir isolés, face à l'offensive du Capital et de l'Etat.

P. LAMBERT.



40 heures payées 48 !

Le Conseil du syndicat C.G.T.-Renault, tenu le 20 novembre, a réuni 200 responsables et militants préoccupés par les premiers symptômes de la crise de l'industrie automobile qui se traduit à la règle nationale par la réduction des heures de travail et la limitation correspondante des salaires (8.000 à 12.000 fr. par mois).

Linet, secrétaire général du syndicat, a souligné les causes qui, d'après la C.G.T., sont à l'origine de la stagnation économique :

- le plan Marshall ;
- le budget de guerre imposé par le Pacte Atlantique de préparation à la guerre anticoloniale ;
- l'insuffisance des échanges commerciaux avec l'U.R.S.S., la Chine et les démocraties populaires.

Certes, ces explications sont importantes et valables, mais il est bon de rappeler que le désordre économique, le chômage et les bas salaires attendent les ravages avant le deuxième quinquennat, sans plan Marshall et sans guerre froide.

Costes, président de la Fédération des Métaux C.G.T., a d'ailleurs justement affirmé que « les capitalistes cherchent à faire passer sur le dos de la classe ouvrière les conséquences d'une crise dont ils sont les seuls responsables ».

En effet, cette crise de l'industrie automobile, partie de la crise du régime capitaliste, ne disparaîtra qu'avec celui-ci.

La bataille doit se mener aujourd'hui contre les licenciements et pour les 40 h. payées 48.

Ainsi, en 1951, pour 28 milliards de salaires payés, les bénéficiaires, les investissements et les impôts forment une somme équivalente. En revenant au montant des impôts versés en 1950, il serait possible de récupérer 10.000 par mois pour chaque travailleur, c'est-à-dire d'assurer en fait le salaire de 48 heures pour 40 heures de travail.

Il faut maintenant étendre l'action dans la plus large unité.

S'inspirant de la proposition du comité d'entreprise de la S.I.O.P. (1), la Fédération des métaux C.G.T. décide de convoquer une Conférence nationale des travailleurs de l'industrie automobile. C'est une bonne initiative qui doit être soutenue par la lutte unie dans les entreprises.

Un Comité de défense Renault, à l'image de celui de la S.I.O.P. ; réunissant toutes les organisations syndicales, jouerait certainement un rôle important dans l'organisation du combat des travailleurs de l'automobile et de la métallurgie.

Par là même les métallos prépareraient la riposte de tous les salariés à la politique de guerre et de misère du patronat.

(1) Voir la Vérité n° 303.

Plan de Production !

Pour la C.F.T.C. exiger 40 heures payées 48, c'est dire que la démolition en prenant un slogan de facilité et « c'est faire une erreur de croire que l'union des organisations syndicales peut tout résoudre ».

Ecrire cela est non seulement extrêmement dangereux mais en même temps c'est qu'il y a de plus fort.

Chaque travailleur doit être rendu d'ailleurs obligatoirement compte lors d'après son déballage d'arguments « pour en sortir la C.F.T.C. demande... » en tout et pour tout :

- 1) une réunion extraordinaire du Comité d'entreprise,
- 2) des démarches immédiates auprès des ministères responsables.

Réfléchissez : la crise existe aussi chez Ford, Renault, Peugeot, Bernard, etc., etc., est-ce aussi à cause des patrons imbéciles ? les ouvriers doivent-ils la aussi devenir de zélés voyageurs de commerce ?

Il ne serait pas sérieux d'expliquer uniquement l'incurie des différents gouvernements depuis des années disant que les ministres sont sélectionnés parmi les imbéciles. Il y a des limites. L'histoire des pommes par exemple. On ne dira pas qu'il est permis d'être imbécile au point d'acheter de fausses pommes, d'en revendre une partie (à transformer en essence), de détruire le reste et de faire perdre dans l'opération 15 millions à l'Etat. Il y a derrière cette histoire autre chose que l'imbécillité des ministres, il y a l'intérêt des gros producteurs terriens.

Et derrière la crise du textile, du cuir, de la métallurgie il y a toute l'incohérence du système de production et de direction de l'économie basé uniquement sur le profit.

Les solutions, elles ne sont pas difficiles à trouver : que les consommateurs et les producteurs par l'intermédiaire de leurs syndicats déterminent d'une part leurs besoins (maisons, vêtements, etc.) d'autre part, leur force de production, et il sera possible d'établir un plan de production pour satisfaire toute la population.

Mais c'est alors que nous arrivons au véritable problème. Ce plan, simple et lo-

gique, les patrons et leur gouvernement ne veulent à aucun prix. Ils n'en veulent pas parce qu'ils veulent produire ce qui leur rapporte le plus, quand ça leur rapporte le plus et ils veulent le faire payer à ceux qui possèdent et dirigent de A jusqu'à Z l'appareil de production et d'échange.

Ce n'est pas par hasard si les comités d'entreprise ont refusé de signer le projet (et quel regard ?) sur la gestion.

Dans ces conditions, nous disons : les ouvriers n'ont aucune responsabilité dans la crise actuelle, ils n'ont aucune raison d'en faire les frais et pour cela ils ont raison, mille fois raison sans démolir de réclamer 40 heures payées 48.

Les ouvriers devraient leurs conditions de vie, les patrons et leur gouvernement sont responsables de tout ; qu'ils paient.

Communiqué.

« La Vérité Renault ».

La police à la S.I.O.P.

Mardi 26 novembre les files étaient très longues devant la S.I.O.P. de la direction est de la police de la métropole de la S.I.O.P. ayant pas réglé les factures.

La crise de cette maison, trouve son dénouement une fois de plus les ouvriers font les frais de l'opération, d'autant plus que pendant que nous sommes en grève, ils ont touché que 1.000 fr. et qu'ils sont licenciés sans que la direction paie le retard des paies précédentes. (Pertes moyennes par ouvrier : 10.000 fr.)

Depuis le début de la semaine les délégués se faisaient de plus en plus fréquentes et les participants plus nombreux. Les assemblées générales se tenaient tous les jours à la direction.

« TOUT A LA DIRECTION ». Au retour d'une de ces délégations sans résultat, une centaine d'ouvriers proposèrent aux délégués présents d'occuper l'usine, pour empêcher la fermeture des portes par la direction ainsi qu'il se faisait.

Cette proposition ne fut pas retenue ni appliquée car tous les ouvriers n'étaient pas prêts à faire une telle action, qui n'est guère possible que dans une situation d'ensemble favorable aux luttes ouvrières.

La consécration fut donnée en voyant les ouvriers occupés à faire un service de patrons alors que celui-ci dure un mois de salaire ; les ouvriers se rassemblèrent dans l'usine, ils furent reçus par des délégués après des pouvoirs publics afin de faire admettre l'argent qui leur assurait leur salaire. Ils furent de faire prendre le travail dans l'usine. C'est ainsi qu'une délégation composée de 15 personnes (17 centime elle aussi par les files, qui dispersèrent les ouvriers qui s'y rendaient en cortège).

Autres délégations allèrent à la Chambre des députés, à la Commission du travail, à tous les ministères et auprès de tous les groupes politiques.

Ces démarches aboutirent partiellement, six ouvriers travaillant d'autres reprenant certainement, mais certains résistèrent devant la direction, certains devant les autres que « l'opération » du 4 juin n'avait pas été complète ; il s'agit d'ailleurs de ne pas terminer. La situation s'y prête.

La conférence des élus du personnel de l'automobile des usines Renault, qui a lieu contre le chômage qui frappe les ouvriers de l'automobile. Appuyée par une large campagne de recrutement, elle a été organisée par un comité de liaison. Dans chaque usine, équipe par équipe, les militants doivent se réunir à leur chaîne équipe qui un dossier se constitue montrant les différents problèmes de travail comparativement à l'année dernière ; qu'est-ce qui est produit et quelle autorité ont les patrons ?

Nous pourrions ainsi agir en connaissance de cause.

Correspondant.

Un pas vers l'unité dans les P.T.T.

Le 14^e Congrès de la Fédération postale (C.G.T.) marqua incontestablement une volonté de recadrer et de répondre aux préoccupations des postiers, principalement sur le problème des salaires et sur celui de l'unité.

Les militants ont été encouragés avec les intérêts des petites catégories qui constituent la majorité de la corporation.

Il est certain que depuis quelques temps les petites catégories, surtout parmi les employés (facteurs), avaient tendance à désertir les rangs de la Fédération. Les motifs d'ordre économique, l'incohérence l'incapacité de mettre en avant un mot d'ordre unitaire, la contradiction dans l'énoncé des revendications de salaire, ne pouvaient que décourager et qu'apporter la preuve de l'impuissance de la C.G.T.

Ce redressement devenait impératif sous peine d'accentuer les démissions.

Malgré les ordres formels des différents confédéraux pour la défense de la hiérarchie, la pression de la base s'est exercée suffisamment pour permettre ultérieurement un redressement plus complet.

La répression et la faillite de la base Pinay ne peuvent qu'accentuer un redressement déjà grand, qui mettra la direction de la Fédération postale devant la nécessité de prendre une position plus concrète sur ces problèmes, position, si toutefois elle ne veut pas davantage se discréditer et désorganiser le syndicat.

La période qui vient ne laisse plus de place à la défiance ou au doute. Il s'agit de serrer les cordes. Pour cela l'augmentation des traitements et retraites égale pour tous doit être considérée comme le seul mot d'ordre capable de mobiliser et d'unifier les postiers et tous les fonctionnaires.

Il faut faire appel aux petits salariés qui ne peuvent plus se battre à eux seuls. Pour les cadres moyens et supérieurs il n'est que la solution de s'appuyer sur la grande masse des bas traitements.

La question de l'unité il faut se féliciter que les délégués aient compris que l'idée d'une Conférence nationale de la fonction publique méritait d'être reprise. Cela constitue un pas en avant vers l'unité de la fonction publique, plus que jamais nécessaire.

Maintenant il s'agit de populariser au maximum le passage de la résolution ci-dessus :

« Le congrès, constatant les effets néfastes de la division dans les P.T.T., propose solennellement à tous les postiers syndiqués ou non, à tous les groupements existants dans les P.T.T., une Conférence nationale d'unité de toute la corporation dans le cadre d'une Conférence nationale de toute la fonction publique. »

Dès maintenant il faut créer les conditions indispensables à la tenue d'assemblées dans tous les bureaux de poste, entre les diverses corporations de fonctionnaires divers part. Ces réunions doivent avoir lieu de la base au sommet, afin de déterminer le programme de la lutte commune.

Déjà à Champigny il y a eu une réunion entre services publics C.G.T., postiers C.G.T. et instituteurs F.E.N. autonomes. Nous devons élargir ces réunions à toutes les organisations, à tous les inorganisés.

Il est sûr que les militants surpris que l'Humanité ne soit pas à la Conférence nationale de la fonction publique. Pourtant c'est la première fois qu'un congrès syndical adopte une telle résolution. Cette omission est d'autant plus regrettable que l'Humanité mentionne avec détails la partie concernant la majorité des traitements. Les travailleurs doivent comprendre que la notion de la hiérarchie interne n'est pas abandonnée mais constitue l'orientation officielle. Les travailleurs doivent donc pour la hiérarchie interne l'Humanité la soit les luttent sur des mots d'ordre donnent satisfaction à tous.

Nous sommes certains que la classe ouvrière fera son effort de résolution au Congrès des postiers C.G.T. et trouvera la voie de l'unité en dépit des multiples embûches semées sur sa route.

P. LEROI.

CORRESPONDANT.

Militants tripartites

AU CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE (AUTONOME)

Le Congrès de la F.E.N. (autonome) se terminait quand furent connues deux nouvelles qui provoquèrent une riposte unanime et véhémente : l'admission de l'Espagne franquiste à l'U.N.E.S.C.O. et la discussion d'un projet gouvernemental pour éliminer les communistes de la Fonction Publique.

Le Congrès avait mal débuté, le conflit des syndicats de catégorie s'étant traduit une matinée durant par un pénible débat de procédure. Mais très vite cet épisode mineur passait au second plan et les vrais problèmes allaient occuper l'essentiel des débats.

Le mérite en revient pour une bonne part à l'École Emancipée qui avait clairement posé dès la première jour-

née la condition première du maintien et de la consolidation de l'unité fédérale : l'adoption par la F.E.N. d'initiatives unitaires correspondant à l'ampleur des menaces qu'un gouvernement réactionnaire fait peser sur les fonctionnaires et permettant de réaliser autour de la F.E.N. l'unité d'action des fonctionnaires.

Depuis de nombreux mois la F.E.N. a eu une politique en apparence correcte d'unité d'action. En chaque circonstance elle a fait aux organisations F.O., autonomes, C.G.T. de fonctionnaires des propositions valables d'action unie. En chaque circonstance elle a essayé le refus des responsables Forces Ouvrières. Alors, qui fait ?

Mais le gouvernement, lui agit : refus d'augmenter les traitements, multiplication des atteintes contre la laïcité, domestication de l'Université par un statut rétrograde de l'En-

seignement, domestication des fonctionnaires par un projet de réforme administrative qui les place sous la tutelle des préfets, démantèlement de la Sécurité sociale... Le gouvernement sait que les fonctionnaires sont divisés, donc incapables de riposte : il préfère du Conseil craignant pas de le dire ouvertement il y a un an au cours d'une audience du C.A.U., lors de la grève des examens.

C'est en partant de cette impérieuse nécessité d'une action efficace et immédiate que l'École Emancipée a proposé au Congrès de lancer un manifeste pour préparer aux différents échelons une Conférence Nationale de la Fonction Publique. Ce mot d'ordre concret d'action devait aussitôt rencontrer un accueil favorable et susciter une matinée d'ardentes polémiques.

Les efforts des adversaires plus ou moins camouflés d'une réelle action unitaire ont apparemment triomphé : la motion pour la Conférence n'a remporté que les deux cinquièmes des mandats. Mais il est des échecs qui sont positifs.

Pour obtenir ce résultat, les réformistes ont dû voter une motion, adoptée à l'unanimité, qui invite la F.E.N. à couvrir pour l'unité des fonctionnaires en ne rejetant aucun moyen d'action à priori - y compris une Conférence nationale. En outre le débat a largement persuadé les délégués de sections que c'est la seule voie, quelle sera un jour ou l'autre adoptée.

De ce fait les hésitations de la F.E.N. peuvent et doivent être vaincues. C'est la condition de toute riposte aux projets Pinay, Brune et consorts. L'École Emancipée a tenu le rôle que peut jouer dans ces circonstances une minorité, si faible soit-elle, pour peu qu'elle ait une bonne orientation et une ligne d'action résolue. Cela devait lui permettre d'acquiescer à la seule tendance à gagner un nombre appréciable de mandats dans les votes d'orientation.

En face, la minorité cégétiste apparaît désorganisée, irresolue et même désunie. La leçon que Frachon avait donnée au Congrès de juillet de la F.E.N. C.G.T. conduit à se représenter à tenter un impossible alignement sur les positions réformistes et à essayer d'empêcher le vote sur la

Conférence nationale « pour ne pas diviser le Congrès ».

Il s'agit en réalité leur préférence pour une unité de façade sur la mystification ouïssienne à la place d'une lutte conséquente pour imposer les moyens d'action concrets que la période exige. Mais la présence d'une tendance syndicaliste-révolutionnaire qui se place sur le terrain solide de la lutte de classe a fait craquer cette confusion et obligé les cégétistes à voter les motions unitaires qu'elle mettait en avant, malgré Frachon, le Front National Uni et l'article du Boïchevitch ?

Si finalement il n'est rien sorti d'immediatement positif de ce Congrès, au moins l'ait-il ouvert la possibilité d'une action efficace de la F.E.N. Petit à petit, les projets gouvernementaux prennent corps ; sans trop savoir où elle met les pieds, la bourgeoisie française prépare son Etat fort. Mais il reste dans les organisations ouvrières suffisamment de potentiel de lutte pour que les manœuvres d'un capital aux abois se retournent contre lui. Dans le domaine aujourd'hui le plus menacé, la Fonction Publique, la F.E.N. est une de ces forces qui ont le potentiel de l'unité.

La Conférence nationale de la Fonction Publique peut être la première riposte efficace : il ne dépend peut-être que de l'action persistante et tenace de quelques minorités unitaires dans les différents groupements de fonctionnaires, agissant parallèlement à l'É.E. dans la F.E.N., pour que cette riposte ait lieu.

REINTEGRATION

(Suite de la première page.)

A maintes reprises, et à chaque occasion, ces camarades ont demandé leur réintégration dans leur syndicat. Les bureaucrates ont purement et simplement refusé. Pourquoi ? Alors que l'orientation d'il y a quelques mois semblait autoriser l'espoir que une telle réintégration allait de soi, il n'en a rien été. Les raisons d'une telle attitude que ne justifie pas le passé de ces camarades, ni leur action présente, se trouvent ailleurs. Nous examinons dans un prochain article les causes profondes de l'indifférence des bureaucrates d'écarter des rangs syndicaux les représentants les plus authentiques des intérêts ouvriers.